

# Et si on mettait la croissance en solde ?

*La dette fonce vers le mur. Le marché, lui, ne prévient pas.  
Une seule sortie : cesser de subir la croissance, et la piloter. Voici comment.*

**Atef Khelifi, Ph.D**

Docteur en sciences économiques (CLERSE — CNRS — Université de Lille)

---

Je ne suis d'aucun camp. Je suis économiste. Et si je prends la plume, c'est parce que les faits sont là, implacables, et que les réponses avancées — de tous bords — sont très insuffisantes. Le diagnostic, d'abord. La solution, ensuite. Car il y en a une, et je la chiffre.

## Le déficit est installé, et trois courbes montent par-dessus

Le déficit campe autour de 5 % du PIB depuis des années : 4,7 % en 2022, 5,8 % en 2024, 5,1 % en 2025 (INSEE). Loin des 3 % européens. Et par-dessus, trois forces poussent dans le mauvais sens :

- **Retraites** : +1,2 % par an d'ici 2030 (COR).
- **Santé** : +16 Md d'ici 2030, +41 Md en 2050, sous le seul effet du vieillissement (DREES, INSEE).
- **Charge de la dette** : la plus brutale. Le refinancement des vieux emprunts (émis à taux quasi nul) se fait désormais à ~4 %. Déjà +18 % au premier semestre 2026. Elle file vers **100 Md par an d'ici 2029** (Cour des comptes) — les deux tiers du budget de l'Éducation nationale. Chaque année.

En face, une croissance atone : 0,5 à 0,9 % (INSEE, Banque de France). Incapable de générer les recettes qui manquent.

## Le mur arrive — et le marché ne prévient pas

Un déficit ancré, des dépenses qui s'envolent, une croissance à l'arrêt : le ciseau se referme. J'ai simulé où cela mène, à partir d'un modèle d'équilibre général multisectoriel que j'ai développé et publié dans une revue internationale, en intégrant les prévisions officielles.

**Sans action de fond, la dette atteint 175 % du PIB — le niveau de la Grèce d'avant-crise — dès le milieu des années 2030**, voire avant si la croissance frôle le zéro comme le laisse craindre 2026, ou si une dégradation de note ajoute sa prime de risque. Et je n'ai même pas intégré cette dégradation dans le calcul.

Voilà le vrai danger : le marché ne dégrade pas progressivement, il décroche d'un coup. On ne voit pas le mur — on le prend. Et là, ça ne rigole plus : l'austérité imposée de l'extérieur, la contraction, l'appauvrissement.

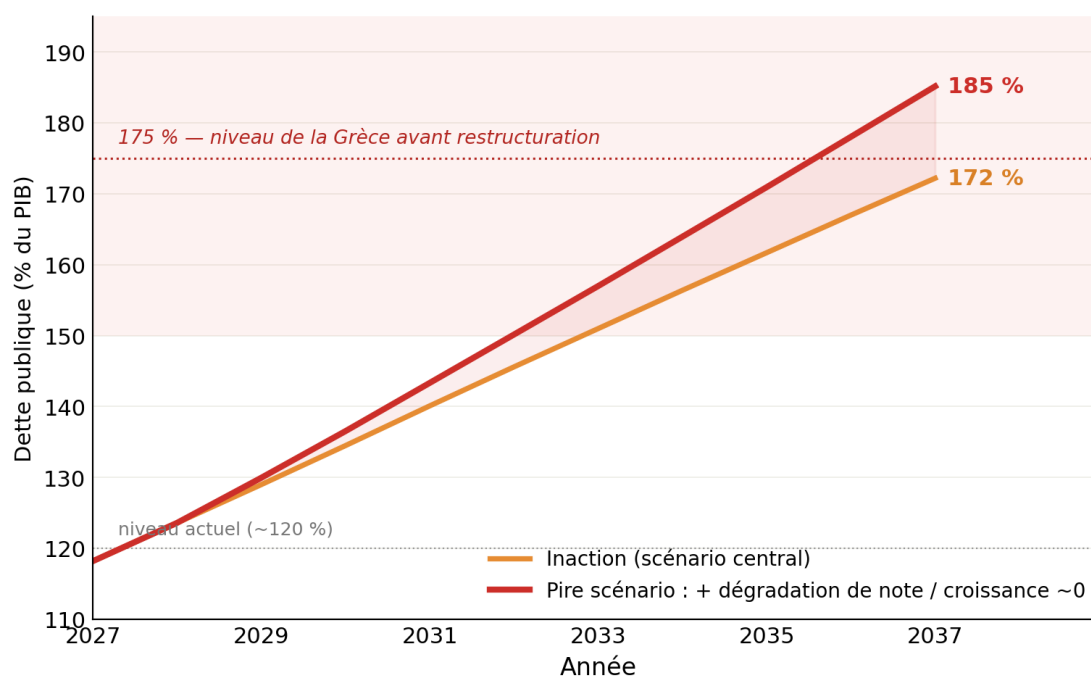
## Ni l'austérité, ni l'impôt

Réduire les dépenses, c'est couper la demande : l'inverse d'une relance. Alourdir la fiscalité, déjà à 43 % du PIB, c'est presser un citron déjà pressé. Reste la croissance. Mes simulations sont sans appel : il faudrait **une croissance d'environ 2 % réel, tenue vingt ans**, pour infléchir durablement la dette. Une croissance que, jusqu'ici, personne ne sait produire.

## Le problème de la croissance

Le blocage n'est pas technique, il est mental. Chacun table sur une croissance faible, donc investit peu et embauche prudemment — et, tous se comportant ainsi, la faible croissance advient. Non

## Le mur : la dette vers 175 % dès le milieu des années 2030



Source : simulation de l'auteur, données INSEE, Banque de France, COR. Code en accès libre.

par fatalité, mais parce que chacun tient pour acquis que les autres n'avanceront pas. L'économie s'enferme dans un mauvais équilibre. Il aurait suffi que tous y croient en même temps. La croissance forte ne se heurte à aucune barrière réelle — seulement à un **défaut de coordination**.

## Une solution : une grande promotion nationale sur la croissance

Imaginez des soldes — mais sur l'emploi et l'investissement de croissance.

**L'État allège les cotisations sur chaque embauche nette et chaque investissement nouveau.** Jamais sur l'existant. Uniquement sur ce qui fait grandir. L'allègement est **conditionnel** : zéro croissance, zéro allègement. Pas un cadeau — un contrat. Rien à voir avec les baisses de charges d'hier, qui arrosaient sans contrepartie.

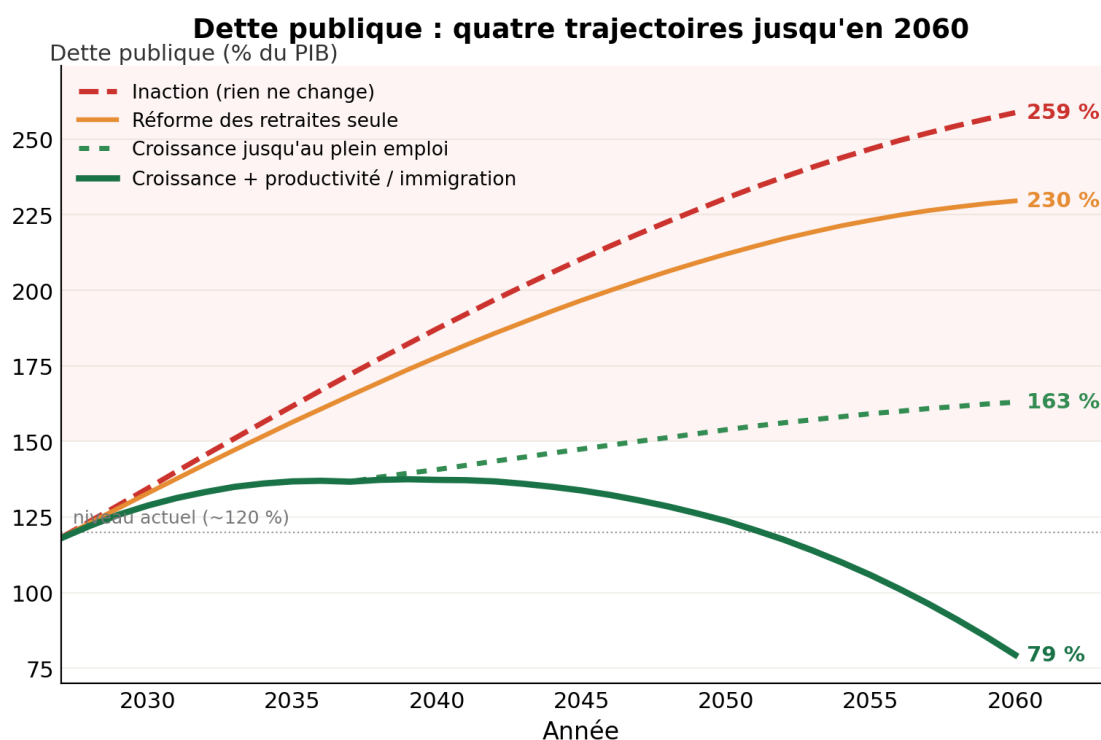
Et surtout : comme **toutes les entreprises jouent en même temps**, chacune sait que les autres embaucheront et investiront aussi. La demande sera là. L'offre des unes devient la demande des autres. La croissance **se réalise parce qu'elle est coordonnée**. Les millions de chômeurs d'aujourd'hui deviennent la demande de demain.

*« Vite ! L'emploi est en solde, la croissance en promotion. C'est le moment d'embaucher et d'investir : à vous de gagner, ou de préserver, vos parts de marché. »*

## Une pierre, deux coups : réindustrialiser et rééquilibrer

Ce n'est pas qu'une affaire de dette. Le modèle calcule un **rythme de croissance propre à chaque secteur** — un plan de marche indicatif vers une France qui **produit ce dont elle est cliente**. Car notre dépendance est béante : ~47 % du marché intérieur importé dans les **machines, équipements et transports**, 41 % dans la **chimie et les matériaux**, 38 % dans la **manufacture**, 25 % dans l'**énergie**, 20 % dans l'**agroalimentaire**. Chaque point de pénétration importée, c'est de la valeur, des emplois et des recettes fiscales qui partent à l'étranger — et une souveraineté qui s'érode.

En orientant la croissance coordonnée vers ces branches, on fait d'une pierre deux coups : on **réindustrialise** et on **rétablit l'équilibre extérieur**. La production nouvelle remplace les importations, l'emploi revient, les recettes avec. C'est un redressement complet — pas une rustine budgétaire.



Source : simulation de l'auteur, données INSEE, Banque de France, COR. Code en accès libre.

## Applicable tout de suite

On m'objectera un risque juridique : réserver un allègement à certaines entreprises, n'est-ce pas rompre l'égalité ? Non. Le Conseil constitutionnel admet de longue date qu'un avantage puisse être conditionné dès lors qu'il repose sur un **critère objectif et rationnel, en rapport avec le but** — et il a validé des réductions de cotisations « en lien avec l'objectif de favoriser l'emploi ». Récompenser la création nette entre exactement dans ce cadre. Aucune réforme constitutionnelle nécessaire.

## Une proposition, à toutes les équipes de 2027

Je suis apolitique : économiste, attaché à l'objectivité, et simplement soucieux d'un sujet qui engage l'avenir du pays. C'est à ce titre que je mets mon expertise à votre disposition.

Ce travail n'appartient à aucun camp. Il est chiffré, sourcé, et son code est en accès libre — pour que chacun puisse le vérifier, le discuter, le contester.

Ma conviction est qu'il faut viser une croissance de l'ordre de 2 % réel, soutenue dans la durée, jusqu'au plein emploi — et que la coordination en offre un chemin crédible. Cela vaut, je crois, la peine d'être étudié : le plan, comme ses variantes alternatives, est détaillé et chiffré dans mon ouvrage. Il ne coûte rien à examiner, et mieux vaut disposer de plusieurs cordes à son arc.

Je serais honoré que cette proposition puisse enrichir votre réflexion, et pourquoi pas trouver sa place dans votre programme. Je reste à votre entière disposition pour en échanger.

Les courbes sont là, sous nos yeux. Nous savons ce qui nous attend. La vraie question est de savoir comment, ensemble, y répondre.

---

**Atef Khelifi, Ph.D** — Head of Data | [atefkhe@aim.com](mailto:atefkhe@aim.com) | +33 6 04 65 43 07  
[atefkhe246.github.io](https://github.com/atefkhe246) | [linkedin.com/in/atef-khelifi](https://linkedin.com/in/atef-khelifi)

Ouvrage : **L'Audit de l'économie française — Diagnostic, causes et plan de redressement.**  
Modèle, données et code en accès libre.